



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Journée d'information du 26 janvier 2021 : Des outils pour la GEMAPI

Le FPRNM -Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs

Les études, travaux ou équipements de prévention ou de protection contre les risques naturels des collectivités territoriales (ETECT)

- Cette mesure, qui bénéficie aux collectivités territoriales, a pour vocation première d'**améliorer la sécurité des personnes face aux risques naturels et de réduire les dommages aux biens assurés.**

Aléas concernés : Tout risque naturel majeur.

Conditions d'éligibilité : Études et travaux ou équipements sur **des communes couvertes par un PPRN prescrit ou approuvé ou **bénéficiant à des communes couvertes par ce type de plan.****

Affectataire des crédits : Collectivités territoriales ou leur groupement (définis à l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales) assurant la maîtrise d'ouvrage des études et travaux ou équipements.

Taux de financement maximum

Communes où un PPRN est approuvé	- 50 % pour les études ; - 50 % pour les travaux ou équipements de prévention ; - 40 % pour les travaux ou équipements de protection.
Communes où un PPRN est prescrit	- 50 % pour les études ; - 40 % pour les travaux ou équipements de prévention ; - 25 % pour les travaux ou équipements de protection.

Les études, travaux ou équipements **de prévention** visent à prévenir un risque :

- soit en supprimant ou en réduisant la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux, en agissant donc sur l'aléa à la source ;

- Exemple : ouvrages de gestion des écoulements (aménagements hydrauliques tels que barrages écrêteurs de crues,
- reméandrage, restauration de zones naturelles d'expansion de crues,...), ouvrages de correction torrentiels...

- soit en agissant sur les enjeux directement (réduction de la vulnérabilité).

- Exemple : mise à disposition de batardeaux pour équiper des bâtiments en cas de crue, création d'espace refuge,
- mise hors d'eau d'équipements électriques...

Les études, travaux ou équipements **de protection** visent à limiter l'étendue ou la gravité des conséquences d'un phénomène dangereux sans en modifier la probabilité d'occurrence ni agir sur les enjeux, donc en isolant les enjeux de l'aléa.

- Exemple : systèmes d'endiguements et leurs dispositifs annexes (stations de pompage, systèmes de ressuyages,...),
- protections de berges, systèmes de protection amovibles...

Le dossier de demande de subvention doit permettre de vérifier :

- La fiabilité, l'engagement du maître d'ouvrage (exemple : existence d'une gestion de projet, délibération des assemblées territoriales, engagements et montages financiers, capacité à subvenir aux dépenses de fonctionnement...),
- La pertinence du projet au regard des politiques de prévention des risques naturels majeurs et du contexte local, notamment (exemple : objectifs du projet, populations concernées, niveau d'exposition aux risques, bénéfices attendus,...), l'existence d'une stratégie globale de prévention des risques (dans le cas du risque inondation, existence d'un PAPI ou d'un PAPI d'intention, d'un plan grand fleuve,...),

mais : Les études et projets de prévention des inondations et des submersions marines des collectivités territoriales doivent être inscrits dans un programme d'action de prévention des inondations (PAPI) pour pouvoir bénéficier des crédits du FPRNM

Dérogations possibles

- Les opérations inscrites dans un plan grand fleuve,
- Les opérations de confortement des systèmes d'endiguement, sans hausse du niveau de protection, inférieures à 2 millions d'euros hors taxe (conformément aux dispositions inscrites dans le cahier des charges PAPI 3),
- ***Les études de dangers des systèmes d'endiguement,***
- Les opérations mobilisant les fonctionnalités des milieux naturels dans la limite de 300 000 € de subvention du FPRNM (exemple : restauration de zones naturelles d'expansion des crues, d'espaces de mobilité du cours d'eau, reméandrage de cours d'eau, réouverture de bras secondaires, suppression de seuils...).

Les PAPI

1 programmes d'actions traitant de façon équilibrée et cohérente **tous les axes de la politique de prévention des inondations**

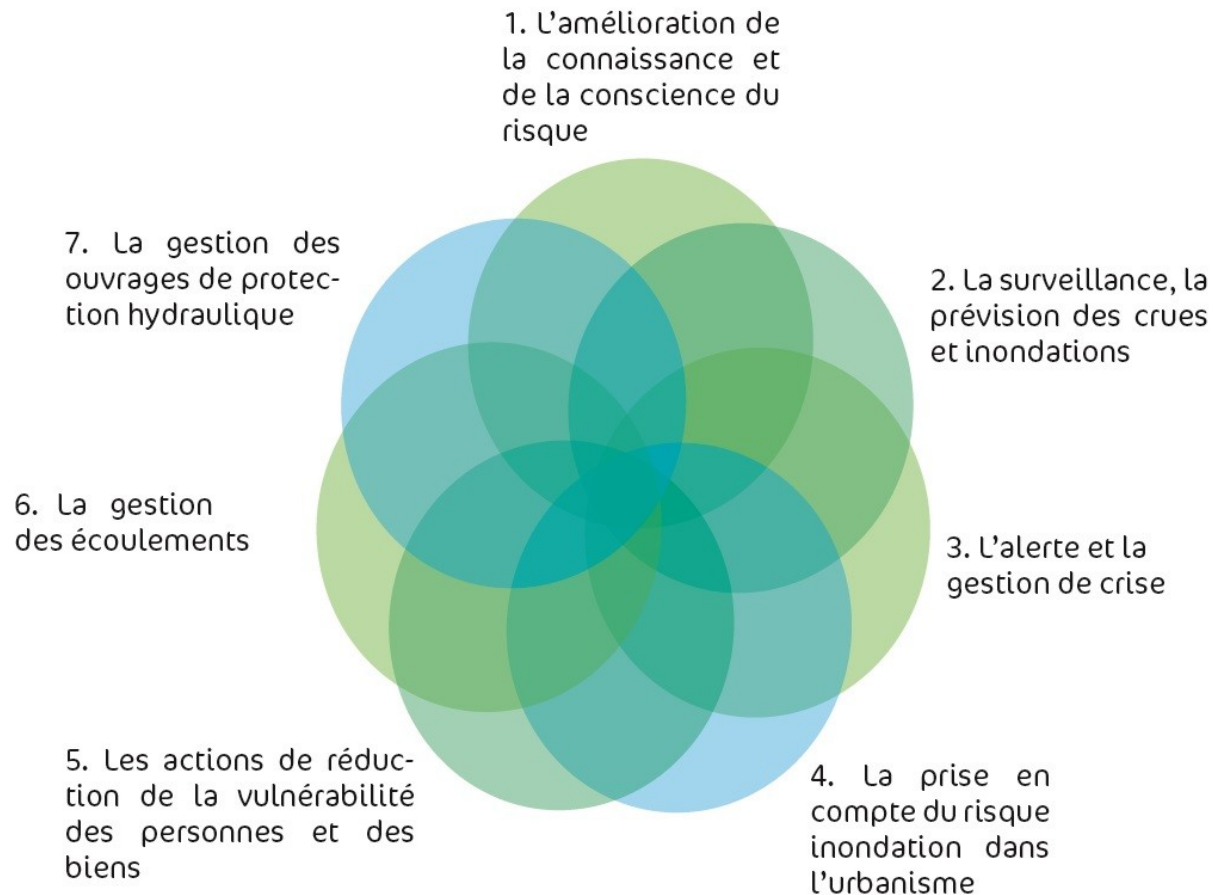
Reposant sur une **stratégie de prévention des inondations partagée** par l'ensemble des acteurs d'un territoire, établie à partir d'un diagnostic approfondi du risque.

Une démarche menée à une échelle pertinente vis-à-vis du risque d'inondation (aléas et enjeux) "

Le programme d'actions doit être équilibré entre les différents axes et **ne doit donc pas être constitué uniquement ou essentiellement d'un programme de travaux et d'aménagements hydrauliques.**

Le volet réduction de la vulnérabilité au sens large (axes 1 à 5) du programme doit être ambitieux et réaliste, après avoir exploré tout le champ du possible."

LES 7 AXES D' ACTIONS DES PAPI



4.3 Le PAPI

Zoom sur les travaux des axes 6 et 7

4.3.1 La justification et la traçabilité des choix

Le dossier déposé pour instruction doit permettre de comprendre la réflexion élaborée par l'ensemble des acteurs concernés et portée par le porteur de projet pour effectuer les choix présentés dans la stratégie et le programme d'actions. Ces choix sont réalisés en intégrant une pluralité de facteurs tels que les impacts hydrauliques des actions, leurs coûts, l'efficacité socio-économique (démontrée par l'AMC), leurs impacts environnementaux (analysés dans la note d'analyse environnementale). Il est demandé, en particulier, pour les projets d'ouvrages et d'aménagements hydrauliques de justifier les choix opérés au regard de la séquence « éviter / réduire / compenser ».

Il est rappelé que les axes non structurels (axes 1 à 5) du programme d'actions doivent être impérativement investis car c'est la mise en œuvre de ces axes complémentaires avec, le cas échéant, les axes structurels (axes 6 et 7) qui assure la réussite du dispositif PAPI.

La transparence des choix effectués par le porteur de projet est essentielle à l'acceptabilité locale des actions notamment de travaux et d'aménagement. Cette transparence dans les critères et les choix doit être assurée le plus en amont possible dans la définition du programme d'actions, dans un esprit de co-construction avec les parties prenantes du territoire, au travers du processus de concertation avec les parties prenantes et de la consultation du public.

Cela nécessite notamment d'assurer la traçabilité des choix opérés à chaque étape de la concertation et de la consultation du public. Le rapport de la consultation du public rappellera le cheminement de la réflexion ayant conduit à l'équilibre du programme d'actions, vis-à-vis notamment des opérations de travaux et d'aménagement.

Une AMC doit obligatoirement être réalisée quand le coût total d'un groupe d'opérations structurelles cohérentes d'un point de vue hydraulique est supérieur à 5 M € hors taxes.

Pour les groupes d'opérations structurelles cohérentes d'un point de vue hydraulique d'un montant compris entre 2 M € et 5 M € HT, seule l'ACB est obligatoire (les autres critères de l'AMC sont facultatifs).

Pour les groupes d'opérations structurelles d'un montant inférieur à 2 M € HT, une justification économique des travaux sera prévue, en évaluant le montant des investissements par habitant protégé, ainsi que le montant des investissements rapporté aux montants des dommages estimables et/ou constatés par le passé.

Les opérations des axes 6 (Gestion des écoulements) et 7 (Gestion des ouvrages de protection hydrauliques) évaluées doivent être cohérentes d'un point de vue hydraulique, c'est-à-dire que les effets hydrauliques doivent être examinés conjointement.

Les études et travaux de réduction de la vulnérabilité dans un programme d'action de prévention des inondations (RVPAPI)

À la différence de la mesure relative aux travaux rendus obligatoires par les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN), la présente mesure permet le financement de diagnostics et de travaux de réduction de la vulnérabilité indépendamment des PPRN, dès lors qu'un PAPI existe.

La réduction de la vulnérabilité : de quoi s'agit-il ?

- **La « réduction de la vulnérabilité » fait référence :**
 - **aux biens existants (par opposition aux biens à construire),**
 - **aux modifications apportées aux caractéristiques mêmes de ces biens,**
 - **afin de participer à la sécurité des personnes, de limiter les dommages ou de faciliter le retour à la normale.**

- **Ainsi, la construction d'une digue ne relève pas de la réduction de la vulnérabilité,**
- **alors que la modification des circuits électriques et le remplacement des revêtements de sol en relève**

Les travaux de réduction de la vulnérabilité des biens constituent un axe important de la politique nationale de gestion du risque d'inondation. Il s'agit d'un complément ou d'une alternative possible aux ouvrages de protection (systèmes d'endiguement) ou de ralentissement dynamique pouvant être économiquement intéressants, notamment dans les territoires où les enjeux bâtis sont dispersés.

Le FPRNM peut ainsi désormais financer dans le cadre du dispositif PAPI :

- les études et les travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens à usage d'habitation et des biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles relevant de personnes physiques ou morales employant moins de vingt salariés,
- sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - a) Les travaux à entreprendre par les propriétaires des biens sont préalablement identifiés par une étude de **diagnostic de vulnérabilité** aux inondations **dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales**.
 - Ces études sont prévues dans les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) d'intention et les PAPI.
 - Les travaux sont prévus dans les PAPI.
 - b) Les conventions relatives aux PAPI d'intention et aux PAPI définissent :
 - les objectifs en termes de nombre d'habitations et d'entreprises de moins de vingt salariés devant faire l'objet d'études de diagnostic de vulnérabilité,
 - ainsi que, dans le cas des conventions de PAPI, les objectifs en termes de nombre d'habitations et d'entreprises de moins de vingt salariés devant faire l'objet de travaux

Taux de financement maximum

50 % pour les études de diagnostic de la vulnérabilité des biens,

80 % pour les biens à usage d'habitation ou mixte, ce montant est plafonné à 80 % des 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien

20 % pour les biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles ce montant est plafonné à 20 % des 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien.

L'arrêté du 11 février 2019 établit la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens ainsi subventionnables

Ces travaux doivent participer à la sécurité des personnes, ou permettre de réduire les dommages ou de faciliter le retour à la normale. **Ils ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date de signature de la convention du PAPI.**

Travaux portant sur les biens à usage d'habitation : Dix-neuf types de travaux sont concernés. Ils portent notamment sur des obturations amovibles d'ouvrants, des imperméabilisations de fissures, la pose d'équipements fixes ou mobiles, des rehaussements, des ancrages, des créations ou des aménagements de zones refuge, des mises hors d'eau, des modifications de circuits électriques, des matérialisations d'emprises de piscines, etc.

Travaux portant sur les biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles : Tous les travaux mentionnés pour les biens à usage d'habitation auxquels viennent s'ajouter des mesures telles que :

- des déplacements hors de la zone inondable ou des mises hors d'eau pérennes, la mise en place de dispositifs d'ancrage ou de limitation des déplacements d'équipements.
- la pose de clôtures autour des parcelles agricoles.
- la pose de barrières périphériques ou de dispositifs de matérialisation des emprises des bassins et fosses.